

L'informatique prise au sérieux

André Vitalis *

Terminal est né sous des couleurs militantes. Il ne s'agissait pas de créer une revue savante mais de proposer des analyses, de lancer des débats, de faire circuler l'information afin d'organiser une ligne de résistance face à une informatisation jugée menaçante pour les libertés et mise au service des pouvoirs dominants. Le titre *Terminal 1984* indique bien cette orientation et compte tenu d'un horizon temporel très limité, l'urgence d'une intervention pour éviter l'installation d'une société oppressive. La revue a été créée en effet en 1980, à la suite d'un débat organisé à La Salpêtrière en décembre 1979, au titre très révélateur : "La société contre l'informatisation ?"

Il faut voir dans ces initiatives la riposte d'une société travaillée par de nombreux mouvements contestataires, à la problématique officielle exposée dans le rapport Nora/Minc de 1978 sur *L'informatisation de la société*. Si la société doit être massivement informatisée, encore faudrait-il qu'elle donne son avis et participe aux décisions pour que les grands bouleversements annoncés ne se fassent pas au détriment du plus grand nombre.

Proposer une approche critique de l'informatique, en faire un objet de contestation, n'était pas quelque chose d'évident et de facile. L'informatique n'est en effet qu'une technique et tout semble dépendre des intentions de l'utilisateur. Si celles-ci sont bonnes, l'informatique le sera également ; si celles-ci sont mauvaises, il en sera de même pour l'informatique. Cette représentation de la technique était très largement partagée, spécialement par les différentes organisations politiques et syndicales. Dans ces conditions, l'instauration d'un débat autour d'une technique neutre, dépendante des intentions sociales, n'a aucune pertinence. La seule critique possible est une critique de l'utilisation. Ainsi, la critique d'inspiration marxiste, très importante à cette époque, estimait que les énormes possibilités offertes par les ordinateurs, étaient gâchées dans un régime capitaliste et qu'il fallait abattre ce régime pour pouvoir en bénéficier.

Prendre l'informatique au sérieux, c'est précisément aller au-delà de ces représentations communes et d'une critique limitée à l'utilisation. L'informatique, spécialement à cette époque d'informatique lourde dominée par IBM, n'est pas sans consistance propre. Elle impose des choix et des manières de faire dans le domaine sensible de l'information, transversal à toutes les activités humaines et lié par nature à des enjeux de pouvoir. Il importe dès lors d'apporter une attention particulière aux types de matériels,

* Centre d'Étude des médias - Université de Bordeaux III.

de procédures logicielles ou de réseaux et de s'interroger également sur la pertinence de certaines applications. Cette attention portée aux moyens et à la logique des outils était en phase avec une sensibilité écologique naissante et la contestation d'une politique énergétique centrée sur la construction de centrales nucléaires. Un souvenir de cette époque montre la difficulté d'une critique de cette nature. Les premiers numéros de *Terminal* ont privilégié le thème du contrôle social dans la mesure où ce thème est apparu comme l'angle d'attaque le plus efficace pour mettre en cause l'informatisation. Ayant apporté ma contribution sous la forme anonyme alors en vigueur, on me fit suivre, après un article sur *Le détonateur SAFARI*, une lettre adressée à la revue, d'un informaticien d'Aix-en-Provence qui avait participé à la création de ce système d'interconnexion des fichiers de personnes. Ce lecteur appréciait l'analyse de l'article sur les aspects liberticides du système qui rejoignait l'évaluation qu'il avait faite en tant que professionnel.

Il disait également qu'ayant alerté son syndicat CGT sur les menaces que constituait SAFARI pour les libertés individuelles, ce syndicat ne l'avait pas pris au sérieux et était resté sans réaction. Un quart de siècle plus tard, que de chemin parcouru sur la voie de l'informatisation ! Trois constatations principales peuvent aider à prendre la mesure des évolutions intervenues et faciliter l'appréciation de la situation actuelle. Ainsi, on a assisté au cours de toutes ces années à un développement continu des technologies de contrôle ; à une appropriation informatique de masse et à l'explosion de la communication de réseau ; enfin, à la promotion d'une société dite de l'information présentée comme l'avenir social le plus souhaitable. Il est tout à fait étonnant de s'apercevoir que dès 1980, le décor était planté et que les bases de ces évolutions étaient posées.

On avait pris conscience des dangers des fichiers automatisés pour les libertés individuelles. L'apparition de la micro-informatique et de la télématique laissait présager une appropriation plus facile et une nouvelle forme de communication. Le rapport Nora-Minc faisait déjà allusion à une société de l'information parée de toutes les vertus et qui devait succéder selon lui, à une société capitaliste sans projet et à une société socialiste sans régulation.

On pouvait envisager la poursuite des innovations, la convergence des technologies, la numérisation des messages, mais plus difficilement l'apparition d'un réseau mondial ouvert comme Internet. Les bouleversements dans l'ordre politique et économique étaient encore plus difficilement prévisibles. Cependant, le "nouvel esprit du capitalisme", pour reprendre l'expression de Boltanski et de Chiapello, la disparition d'une alternative crédible après la chute du mur de Berlin, l'offensive néo-libérale américaine, et naturellement et surtout la mondialisation techno-économique, n'ont certainement pas été sans effet sur les phénomènes observés.

Le développement continu des technologies de contrôle

Ce développement passe en général inaperçu. Une des caractéristiques fondamentales des technologies de contrôle, basées sur le traitement des informations sur les personnes, est leur invisibilité. Cette invisibilité conditionne

leur efficacité. En effet, les individus doivent rester ignorants des prélèvements d'informations opérés sur eux. La discrétion de ces technologies facilite également leur implantation. Dans les années 70, on a assisté à la multiplication des fichiers informatiques et des traitements de données nominatives. Dans les années 80, les supports électroniques ont posé les premiers jalons d'un univers de traçabilité que porte aujourd'hui à la perfection Internet. Dans les années 90, ce sont les capteurs, et en particulier les milliers de systèmes de vidéosurveillance qui vont permettre de suivre les déplacements des personnes.

Dès les années 70, la prise de conscience des dangers pour les libertés individuelles, des fichiers automatisés sur les personnes, a permis l'adoption de mesures juridiques visant à protéger la vie privée. En France, la Loi du 6 janvier 1978 apporte les premières garanties en accordant de nouveaux droits aux personnes et en créant une commission de régulation spécifique. Toutes les démocraties, particulièrement en Europe, ont ainsi mis au point une riposte juridique qui s'est révélée souvent efficace et qui a certainement évité les dérives les plus liberticides.

Le droit est cependant un rempart fragile face au besoin boulimique d'informations personnelles des organisations tant publiques que privées, et surtout face au développement continu des technologies de contrôle. Si l'on fait la recension de ces technologies, on s'aperçoit que l'individu est aujourd'hui cerné de toutes parts. Viennent naturellement en premier lieu, les technologies de contrôle qui se présentent comme telles, à savoir les fichiers informatiques, les systèmes de vidéosurveillance, les satellites de localisation, les satellites d'observation et pour couronner le tout, le système Échelon, réseau américain d'interception des communications à l'échelle mondiale, dont l'existence n'a été révélée qu'en 1998 par un rapport du Parlement européen.

Il faut ajouter à ces technologies de contrôle par destination, les technologies dérivées c'est-à-dire des technologies dont le but principal n'est pas le contrôle, mais qui peuvent toujours servir à cette fin grâce aux traces qu'elles produisent comme la carte à mémoire, le téléphone portable et surtout le réseau Internet. Il faudrait naturellement pour chaque technologie entrer dans le détail. Le seul intérêt de cette rapide recension est de faire apparaître un ensemble en expansion continue.

Le contrôle par les technologies d'information n'est pas quelque chose de marginal et de secondaire. Il est un des traits structurels de la société d'aujourd'hui. Anthony Giddens en fait une de ses quatre caractéristiques, à côté du capitalisme, de l'industrialisme et de la puissance militaire. Dans un article fulgurant de moins de dix pages, Gilles Deleuze désigne cette société comme une "société de contrôle". Il la situe dans le prolongement direct de la société disciplinaire analysée par Foucault. Il constate que les différentes institutions qui constituaient la société disciplinaire (usine, école, asile, etc.) sont en crise et que les murs de ces institutions se sont effondrés. L'éducation devient permanente ; les soins à domicile se généralisent ; l'armée s'humanise ; le collier électronique périme la prison. L'enfermement n'est plus ce qu'il était et il

faut le remplacer par autre chose. Les technologies de l'information peuvent permettre précisément la surveillance dans un espace mobile. À la grossièreté des anciennes disciplines succèdent des dispositifs flexibles, modulables pouvant repérer le moindre détail face aux discontinuités. "L'espace disciplinaire cède la place à l'espace lisse de la société de contrôle. Les tunnels structurels de la taupe sont remplacés par les ondulations infinies du serpent. Là où la société disciplinaire forgeait des moulages fixes, distincts, la société de contrôle fonctionne avec des réseaux flexibles et modulables". Deleuze considère que cette société a par définition une dimension mondiale et que les états nationaux ne peuvent maîtriser les nouveaux dispositifs.

L'appropriation informatique de masse et l'explosion de la communication de réseau

Cette évolution à la différence de la précédente se remarque facilement. Elle a changé complètement les représentations que le public se faisait de l'informatique et les rapports qu'il entretenait avec cette technique. Avec l'apparition de la micro-informatique au début des années 80, l'informatique cesse d'être une technique élitiste réservée à des spécialistes et mise au service des pouvoirs en place. On s'aperçoit alors que la machine peut être appropriée par des non-spécialistes et qu'elle peut être mise au service de leurs intérêts.

Dans un livre publié en 1982, *Changer de révolution*, Jacques Ellul considérait qu'à la différence de la grosse informatique, la micro-informatique était un outil convivial, qui pouvait aider à construire une société plus décentralisée et autogestionnaire. Ces possibilités étaient cependant subordonnées à des conditions politiques très précises, comme on pouvait le lire dans une interview qu'il a accordé à *Terminal* à ce moment-là. À partir de 1994, Internet offre également de nouvelles possibilités et un espace de communication ouvert qui va être massivement investi. Avec la convergence des technologies et leur miniaturisation, le singulier de l'informatique est devenu un pluriel. Il existe à l'évidence plusieurs informatiques dont une informatique convertie en outil de communication facilement appropriable.

Une propagande de grande ampleur s'est alors déployée en faisant des promesses inconsidérées. Le monde allait être sauvé par cette nouvelle donne technologique qui devait apporter une amélioration dans tous les secteurs. Très rapidement cependant, ce discours a dû être revu à la baisse. Quelques faillites retentissantes sont venues contrarier l'optimisme concernant l'économie numérique. Introduites comme outil de productivité dans les entreprises, les nouvelles technologies ne pouvaient à l'évidence contribuer à l'amélioration des conditions de travail. Les promesses d'améliorations citoyennes se sont également révélées illusoire. Plus que des lieux de confrontation de points de vue et d'échange, les communautés virtuelles popularisées par Howard Rheingold où les forums internautes se sont révélés être des lieux de monologue interactif et d'exacerbation de l'individualisme. Les diverses expériences de démocraties électroniques n'ont pas rencontré le

succès espéré et là aussi, les résultats espérés n'ont pas été au rendez-vous. Malgré ces déceptions, les nouvelles technologies d'information bénéficient aujourd'hui d'un a priori favorable. Elles sont moins contraignantes qu'auparavant et plus conviviales selon l'expression quelque peu oubliée d'Ivan Illich. Surtout, elles peuvent être mises au service d'un grand nombre d'intérêts.

L'ordinateur, branché ou non sur le réseau, fait désormais partie de la vie quotidienne d'un nombre toujours croissant d'individus. Internet renforce les contacts entre les participants qui pratiquent assidûment le cyberspace et permet de surmonter leur éloignement physique. Le réseau aide des associations à s'organiser et à faire connaître leur point de vue à travers le courrier électronique, les listes de diffusion et de discussion. Il contribue à élargir l'espace public d'expression. Finalement, on constate que les nouvelles technologies ne servent pas seulement les pouvoirs dominants et peuvent être mises au service d'autres causes.

La promotion d'une société de l'information

Comme le montre Armand Mattelart dans son *Histoire de la société de l'information*, l'idée d'une société fondée sur des machines et des réseaux d'information vient de loin. Idée d'experts au départ, elle est convertie à partir de 1993 avec l'annonce américaine de construction d'autoroutes de l'information en un projet politique. En effet à travers la construction de ces autoroutes, le gouvernement américain entend faciliter l'avènement d'un nouveau type de société. Tous les gouvernements des pays occidentaux feront bientôt le même choix et prendront des mesures en conséquence. L'organisation par les Nations Unies, à Genève en 2003 et à Tunis en 2005, d'un Sommet mondial sur la société de l'information marque la consécration internationale de ce choix politique, l'ensemble des pays du Nord, mais aussi du Sud, étant appelé à donner son avis à côté des représentants des entreprises privées et des représentants de la société civile.

Ce projet politique de la société de l'information ne doit pas faire illusion. Malgré les apparences, ce projet témoigne en fait de la démission du politique devant des logiques techniques et économiques dominantes. Plutôt que de marquer une distance par rapport à ces logiques et d'essayer de les mettre au service de finalités démocratiquement débattues, il s'efface devant elles. Il en facilite même la progression en faisant confiance aux vertus intrinsèques des réseaux d'information et aux mécanismes du marché capitaliste. Finalement, il se décharge de ses responsabilités au profit d'automatismes et de la mise en place d'objets techniques qui doivent par leurs vertus propres, assurer l'harmonie et le progrès sociaux. En tant que participants à une communauté politique, nous avons certainement besoin qu'on nous propose autre chose qu'un développement techno-économique trouvant en lui-même sa propre justification. Cette dislocation et cette décomposition du langage des fins dans les grandes démocraties occidentales est pour l'anthropologue Marc Augé, au cœur du désarroi contemporain.



Alors que l'incertitude domine et que l'avenir semble imprévisible, l'avènement de la société de l'information est présenté comme inéluctable. On retrouve ici un sens de l'histoire qu'on avait cru perdu avec l'effondrement des régimes communistes. Le technologisme prend à cet égard la suite directe du marxisme. Le plus grave est qu'il circonscrit la réflexion à l'intérieur d'un cadre qu'il impose, en excluant de ce fait la recherche de solutions alternatives qui ne passerait pas prioritairement par le développement des technologies. En survalorisant l'apport de celles-ci, il contribue à mettre à l'avant-scène la nouvelle forme d'inégalité numérique, en oubliant qu'elle n'est qu'une inégalité parmi d'autres et certainement pas la plus préoccupante. Il intervient ainsi dans l'agenda des pays du Sud, en les détournant de tâches plus urgentes et essentielles.

